



SIAKA DIAKITÉ
Président de Conseil d'Administration de l'Interprofessionnelle Agricole Café-Cacao

OPINION CITOYENNE

SIAKA DIAKITE :

L'HOMME QUI DÉRANGE

Quand le courage dérange plus que la vérité

Par DASSO DENIS

SIKA DIAKITÉ :

L'HOMME QUI DÉRANGE

Quand le courage dérange plus que la vérité

Abidjan, le 23 avril 2026

SIKA DIAKITÉ : L'HOMME QUI DÉRANGE

Quand le courage dérange plus que la vérité

Un article à charge circule dans les médias, présentant Siaka Diakité, président de l'OIA Café-Cacao, comme un gestionnaire défaillant, écarté du dossier des stocks résiduels. Accusation fallacieuse. Manipulation délibérée. Voici la vérité que ses auteurs s'emploient à noyer sous des amalgames.

I. Pourquoi Siaka Diakité dérange-t-il ?

La question mérite d'être posée frontalement : pourquoi un homme élu à l'unanimité le 21 août 2025 à Yamoussoukro — premier président de l'histoire de l'OIA Café-Cacao — est-il aujourd'hui la cible d'une campagne de dénigrement aussi orchestrée que mal étayée ?

La réponse est simple : Siaka Diakité dérange parce qu'il a eu le courage que d'autres n'ont pas. Quand des milliers de producteurs voyaient leurs stocks de cacao immobilisés dans les coopératives, perdant chaque semaine de la valeur, c'est lui qui a pris le téléphone, monté les marches des ministères, et alerté le Gouvernement. Il a parlé haut et fort là où d'autres se muraient dans un silence confortable.

Rappelons-le : sans l'initiative de Siaka Diakité, l'affaire des 123 000 tonnes inventoriées en janvier 2026 serait passée sous silence. C'est son leadership qui a déclenché l'opération d'enlèvement. Il paie aujourd'hui le prix de son courage.

II. La manipulation du chiffre : un procédé connu

L'article en question construit son accusation sur un mensonge par omission. Il évoque « 50 000 tonnes mal gérées », puis « 23 000 tonnes encore bloquées », en imputant à l'OIA — et donc à son président — une responsabilité qu'elle n'a pas.

Ce que les auteurs de cet article s'abstiennent soigneusement d'expliquer, c'est que ces volumes correspondent à deux réalités radicalement différentes, que la tribune de DASSO DENIS a pris soin de distinguer avec précision :

Catégorie de stock	Responsabilité	Résultat
123 000 t (inventaire 14–18 janv. 2026)	Traitée par l'OIA sous leadership de Siaka Diakité	Opération d'enlèvement déclenchée ✓
Stock post-20 janv. → fin campagne (28 févr. 2026)	Relève du Gouvernement et du Conseil café-cacao UNIQUEMENT	Vide institutionnel — décision attendue

Confondre délibérément ces deux catégories de stocks pour imputer à Siaka Diakité la responsabilité de l'ensemble, c'est un procédé rhétorique grossier — mais efficace auprès de ceux qui n'ont pas accès aux faits bruts.

« L'OIA est une interprofession — pas un pouvoir réglementaire. Elle peut plaider, négocier, alerter. Elle l'a fait. La fixation du sort du stock résiduel post-20 janvier relève du Conseil Café-Cacao et du Gouvernement. » — Tribune DASSO DENIS, 15 avril 2026

III. La procédure, telle qu'elle s'est réellement déroulée

Rappelons les faits dans leur ordre chronologique, pour que nul ne puisse prétendre les ignorer :

En janvier 2026, lors de la semaine d'inventaire du 14 au 18 janvier, 123 000 tonnes de cacao sont identifiées comme bloquées dans les coopératives. Face à cette situation, Siaka Diakité prend ses responsabilités de président de l'OIA. Il alerte le Gouvernement. Il négocie. Il obtient le déclenchement d'une opération d'enlèvement — et même la mobilisation d'un tonnage complémentaire pour les producteurs les plus vulnérables.

Ce résultat est le fruit d'un travail politique et institutionnel que beaucoup ne voient pas, parce qu'il se déroule dans les couloirs et les salles de réunion, loin des caméras. Mais ses effets, eux, sont bien réels : des sacs de cacao ont bougé, des producteurs ont été payés.

Entre le 20 janvier et la fin de campagne (28 février 2026), du cacao a continué d'être récolté et stocké. Ce flux post-inventaire n'est pas imputable à l'OIA — il est la conséquence mécanique du calendrier agricole et de décisions de prix qui relèvent exclusivement des pouvoirs publics.

IV. Des accusations sans preuves, une méthode sans honneur

L'article qui prétend « écarter » Siaka Diakité repose sur des affirmations invérifiables. Des « camions venus de nulle part ». Des coopératives « oubliées ». Une gestion « trouble ». Autant d'accusations formulées sous couvert du conditionnel ou de sources anonymes — « selon nos confrères d'Africa Intelligence » — qui permettent de tout dire sans rien prouver.

C'est une technique classique de dénigrement médiatique : formuler l'accusation dans un chapeau, la crédibiliser par des détails apparemment précis, et laisser le lecteur conclure à la culpabilité. Le tout sans le moindre document, sans le moindre témoignage nommé, sans la moindre mise en cause formelle.

Ces procédés fragilisent non seulement un homme, mais toute une institution — et, derrière elle, des centaines de milliers de producteurs qui ont besoin que l'OIA reste forte, crédible et respectée.

V. La vraie question : qui a intérêt à abattre Siaka Diakité ?

Quand un leader dérange, c'est généralement qu'il touche à des intérêts établis. La filière café-cacao ivoirienne est un secteur économique majeur, pesant plusieurs milliards de dollars et impliquant des acteurs aux intérêts divergents : exportateurs, acheteurs internationaux, transformateurs, et un réseau dense d'intermédiaires habitués à fonctionner dans un environnement peu transparent.

L'OIA, sous la présidence de Siaka Diakité, a précisément pour vocation de rééquilibrer ces rapports de force — au bénéfice des producteurs, qui sont toujours le maillon le plus vulnérable de la chaîne. Un président d'OIA qui alerte publiquement, qui monte au Gouvernement, qui

obtient des résultats, c'est un président qui dérange ceux qui préfèrent que les choses restent opaques.

« *Siaka est un homme à abattre — parce qu'il a eu le courage d'alerter là où d'autres se taisent. Il paie aujourd'hui le prix de son intégrité.* »

VI. Aux producteurs et à la filière : ne vous laissez pas manipuler

Ce message s'adresse en particulier aux producteurs et à leurs organisations : ne confondez pas l'OIA avec le problème. L'OIA est votre alliée. Siaka Diakité a démontré, sur le dossier des 123 000 tonnes, qu'il sait porter votre voix jusqu'aux plus hauts niveaux de l'État.

La vraie question — celle que personne ne pose dans les articles à charge — est celle-ci : qu'est-ce qui est prévu pour les stocks constitués après le 20 janvier 2026, à 2 800 F CFA le kilogramme, dans une campagne officiellement encore ouverte ? Si aucune réponse n'est apportée, ces producteurs entrent de facto dans la campagne intermédiaire à 1 200 F CFA — soit une perte sèche de 1 600 F CFA par kilogramme. C'est cette question-là qui mérite d'occuper les colonnes des journaux. Pas la mise à l'écart fantasmée d'un homme qui a fait son travail.

La filière a besoin d'un Conseil Café-Cacao fort, d'une OIA crédible, et de producteurs informés. Affaiblir l'un, c'est fragiliser tous les autres.